



DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DE L'ACADEMIE DE NICE

Comité Technique Académique

Nice, le mardi 15 janvier 2019

Nous souhaitons que cette nouvelle année 2019 soit placée sous le signe de la solidarité et des mobilisations. En ce sens, elle démarre sous de bons auspices.

La CGT Educ'Action de l'Académie de Nice se félicite de ses résultats aux élections professionnelles. C'est une récompense pour notre syndicalisme de combat.

Les combats grandissent depuis plusieurs semaines. Plusieurs mouvements citoyens et professionnels de protestation contre la politique Macron apparaissent partout en France. Le champ de l'Éducation n'y échappe pas. Après le mouvement #PasdeVague, c'est un mouvement « Stylos Rouges » qui s'est constitué avant les vacances de fin d'année. La CGT Educ'Action soutient les revendications portées par ce mouvement qui rejoignent, pour la plupart, celles que nous portons depuis très longtemps déjà.

En effet, la CGT se bat contre la future réforme des retraites et pour une hausse des salaires des personnels avec le dégel du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis 2010, la suppression du jour de carence. Elle défend au quotidien l'intérêt et la dignité de tous les personnels, elle défend leurs conditions de travail. Les métiers de l'Éducation Nationale nécessitent d'être réellement reconsidérés. La considération dont nous parlons, ce n'est pas celle des mots ou des bons vœux, celle de la pensée magique résumée par ce slogan politique répété partout et même sur les documents de ce comité technique « *l'école de la confiance* ».

Cette considération passe d'abord par une vraie augmentation des grilles indiciaires et une réduction du temps de travail. La CGT revendique pour tous les personnels une augmentation immédiate de 400 euros soit 90 points d'indice afin de rétablir le pouvoir d'achat perdu depuis près de 20 ans.

Cette considération, c'est aussi celle qu'on apporte aux personnels dans leurs conditions d'exercice. D'ailleurs, nous avons posé une question diverse pour connaître le nombre de procédures disciplinaires engagées ces dernières années car nous avons la conviction qu'elles sont en nette hausse. Et pour les dossiers que nous suivons nous sommes effarés par leur vacuité et plus encore par la violence que ressentent les personnels auxquels on inflige ces procédures. Pour ceux-là et pour tous les autres qui aiment leurs métiers et qui sont sans cesse heurtés par les réformes, blessés par la dévalorisation de leur travail, de l'école et de ses acteurs, détruit par certaines pratiques managériales, il y a là encore une pensée magique que l'on nomme « *école de la bienveillance* ».

La CGT Educ'Action défend le programme d'une école émancipatrice pour la réussite de toutes et tous. Défendre une école de la réussite, c'est bien entendu défendre les personnels et une vision progressiste des métiers de l'éducation. Et puisque nous défendons cette école, nous nous battons jusqu'au bout pour l'abrogation des réformes Blanquer qui instaurent et

pérennisent le tri et la sélection (du collège à l'enseignement supérieur) et qui intensifient la pression sur les enfants. Ces réformes attaquent le collège unique et les voies de formation aux lycées. Elles imposent aux personnels une idéologie dangereuse pour l'École au détriment des libertés pédagogiques collectives et individuelles.

« *L'école de la confiance* » c'est donc aussi les réformes de la voie pro et du LGT qui ont été menées sans aucune concertation avec les personnels, nous reconnaissons bien là, la marque de fabrique de ce gouvernement. D'ailleurs, il assume ouvertement, au sein même des instances du dialogue social, de ne vouloir rien entendre. Quant aux mesures prises sur l'Académie, là encore il a s'agit de concertations qui n'en étaient pas dans les établissements, où les collègues de LP et de LGT ont été mis devant le « fait accompli » ! Comment en serait-il autrement d'ailleurs ? Les collègues et les chefs d'établissements étaient et sont dans l'incertitude totale quant à l'organisation de la rentrée 2019. Pour exemple, les projets avancés pour la réforme du lycée diffèrent considérablement d'un établissement à l'autre avec assez souvent des propositions qui sont ni plus ni moins qu'une recombinaison de filières hyper-spécialisées conçues autour des attendus de Parcoursup.

Pour couronner le tout, la baisse des postes aux concours notamment pour le CAPLP montre que l'objectif est bien, comme dans toutes les autres fonctions publiques, la réduction du nombre de fonctionnaires, comme préconisée dans le rapport CAP 2022. La contractualisation à outrance est à l'honneur, permettant de museler les personnels sous statut précaire ! Une réduction du nombre de fonctionnaires que le président Macron va grossièrement chercher à légitimer à travers le « grand débat » comme nous avons pu le découvrir hier dans sa désormais « fameuse lettre ».

Pour en venir à l'ordre du jour, aux moyens alloués pour la rentrée prochaine, nous ne pouvons que déplorer, comme chaque année, une gestion comptable. L'éducation devrait pourtant pouvoir prétendre à une logique humaniste, dépassant le cadre budgétaire. L'émancipation des futur.e.s citoyen.ne.s coûte cher et c'est une orientation qui a été abandonnée depuis des dizaines d'années par les gouvernements successifs. Investir est une entreprise de long terme et en la matière nous n'en cueillerions les fruits que dans 15 ou 20 ans. Force est de constater que cela n'intéresse plus depuis longtemps ceux au pouvoir qui conçoivent l'école et n'ont que le prochain scrutin comme horizon politique.

Concernant la répartition des 38 postes du premier degré entre les deux départements, nous tenons à dénoncer la dotation de l'Académie. Quand on veut impulser une politique éducative, il faut y mettre les moyens et ce ministère ne le fait pas, préférant un enfumage dans la présentation des dotations à un véritable investissement dans l'Éducation Nationale. Pour ce qui est du bilan de cette année scolaire 2018-2019, la notion « *politique de soutien au premier degré* » doit, elle aussi, relever de la pensée magique. Au P/E (nombre de professeur pour 100 élèves) notre académie est la dernière du pays (avec 5,21) et c'est en même temps celle qui a connu la plus faible progression (0,03).

Concernant, la préparation de la rentrée prochaine, le Groupe de Travail du vendredi 11 janvier 2019, n'a été convoqué que pour nous annoncer que la décision de répartition des postes entre les Alpes-Maritimes et le Var était déjà prise. Ce qui démontre une fois de plus que la concertation n'existe plus dans les relations sociales de l'Éducation Nationale. Pour la CGT Educ'Action, il ne saurait être question de répartir la pénurie et nous nous prononçons, même

si nous sommes sans illusion, pour la même dotation dans nos deux départements, c'est à dire 19 postes pour le Var et 19 pour les Alpes-Maritimes.

Dans le second degré, nous déplorons une perte de 95,5 ETP si on prend en compte le retrait des emplois d'enseignants stagiaires au 1^{er} septembre 2018. Or, à la rentrée 2019, l'académie comptera 1738 élèves de plus dans le secondaire. C'est la plus forte progression en nombre d'élève sur les 7 dernières années face à la plus forte baisse de moyens humains ! Vous nous répondez sans doute que cette baisse de postes est compensée par la hausse du volume d'heures supplémentaires. Les personnels enseignants sont les seuls salariés de France qui depuis près de 70 ans n'ont jamais bénéficié des réductions légales du temps de travail... mais pour poursuivre sur cette voie de progrès, on va les obliger à faire davantage d'heures supplémentaires, heures qui, rappelons-le, valent moins que les heures statutaires. C'est ça aussi « *l'école de bienveillance* » celle de la dévalorisation de notre travail et de notre engagement.

A propos des postes concernés, nous savons déjà que les prochaine DGH frapperont durement les professeurs de G.A. où 161 capacités d'accueil seront détruites. A cet égard, nous ne savons toujours pas quelles sont les perspectives professionnelles qui seront données aux collègues de la spécialité. C'est l'arlésienne depuis près de 2 ans. Nous observerons aussi avec beaucoup d'attention ce qu'il adviendra des postes de nos collègues en LGT avec la mise en place de la réforme. Nous vous assurons que nous soutiendrons toutes les mobilisations.

Olivier GERARD et Laure GUERARD-BOUSHOR